

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-taches-aveugles-de-l-autre-euro-possible>

Les taches aveugles de « l'autre euro possible »

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : mardi 2 juin 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le texte qui suit est issu de l'intervention, quelque peu augmentée, faite aux Rencontres du « Monde Diplomatique » organisées sur le thème « Europe, des choix existentiels », à l'Ecole normale supérieure les 22 et 23 mai 2015.

Un de ces lieux communs que l'éditorialisme prend pour de la pensée profonde se plaît à répéter que nous vivons une époque de constante accélération et que tout va toujours plus vite... Qu'on se rassure, il reste des domaines où l'on procède encore avec une sage lenteur, par exemple à propos de l'euro quand il s'agit de mettre l'une derrière l'autre deux idées conséquentes.

Une ironie qui n'est sans doute pas inadvertante nous soumet la question de savoir si une autre Europe est possible dix ans après un référendum constitutionnel qui nous promettait déjà à sa manière une autre Europe possible et dont on mettra difficilement au compte du « non » que la promesse n'en ait pas été tenue, puisque ce texte nous est revenu à l'identique sous la forme du Traité de Lisbonne (à quelques déclarations ronflantes près qui n'engageaient que de l'encre sur du papier). Moyennant quoi, il nous a été permis d'expérimenter en vraie grandeur en quoi consistait cette version-là de « l'autre Europe possible ». Il est vrai que les mêmes annoncent la bonne nouvelle de l'Europe sociale depuis 1992 où l'on aperçoit tout de même que certaines choses continuent de bien prendre leur temps, et que l'autre Europe possible est une longue patience.

Comme toujours avec les patiences, il y a ceux qui ont les moyens d'attendre et ceux qui ne les ont pas. Bourdieu rappelait combien la *skholé*, le loisir, la position scolastique, et plus généralement la distance d'avec les nécessités matérielles, donnent en partie leur principe caché à la hauteur de vue, à la pensée globale, qui s'admirent elles-mêmes de se voir si capables d'embrasser l'histoire longue, et de se projeter à cent ans il est bien certain qu'on peut se payer le luxe de contempler des horizons séculaires quand soi-même on ignore tout de l'idée de fin de mois. Aussi ces esprits bien installés, dégagés de toute urgence matérielle, ont-ils le loisir d'envisager les avenir les plus lointains et de former en chambre des plans grandioses, solutions de papier coupées de tout, pour qui la durée n'est qu'une abstraction : qu'en chemin des générations soient sacrifiées, voire carrément que des peuples crèvent comme c'est le cas en ce moment, ce sont des considérations minuscules au regard de l'Idée majuscule dont ces esprits se font les desservants en quelque sorte les oeufs nécessairement cassés pour faire l'omelette de l'Histoire.

Les prérequis passionnels de la démocratie formelle

En cette époque qui ne corrige le sur-place intellectuel que par les accélérations imaginaires du gouvernement mondial, ou continental, il aura fallu presque deux décennies pour que certains se rendent compte qu'il y avait un problème avec l'euro, et qu'ils commencent à le dire en gros il a fallu la décapilotade à grand spectacle pour que leurs yeux s'écarquillent et que leurs bouches finissent par s'ouvrir. Les voilà maintenant qui, réécrivant l'histoire, enfin surtout la leur, prétendent avoir dès le début lancé de vigoureux avertissements [1], ou bien proposent un nouveau tour de manège institutionnel, cette fois-ci avec un parlement de l'euro, dernière trouvaille en date destinée à nous rendre la monnaie unique enfin démocratique [2] se peut-il qu'on nous ait menti et qu'elle ne l'ait pas toujours été ?

Le « manifeste pour une union de l'euro » publié début 2014 à l'initiative, entre autres, de Pierre Rosanvallon [3], offre ainsi un concentré des taches aveugles de l'europhisme social-démocrate qui, confondant la substance et les attributs, imagine que planter quelque part un nouveau parlement vaut *ipso facto* constitution politique de l'euro. Malheureusement il n'en est rien. Encore faut-il pour s'en apercevoir s'être formé une idée tant soit peu profonde de

ce qu'est une communauté politique véritable, dont les institutions formelles ne sont que la superstructure. Le mot ici est à comprendre en un sens non-marxiste, pour souligner que le principe fondamental de la démocratie, tel qu'il est mis en oeuvre dans les institutions formelles, à savoir *la loi de la majorité*, ne se soutient pas de lui-même, mais n'est opératoire que sous des conditions de consistance communautaire préalable, dont il faudrait être fou pour les imaginer réunies dans l'Europe d'aujourd'hui.

Est-ce à dire qu'elles ne pourraient jamais l'être ? Evidemment non. Car ce qu'il faut entendre ici par « consistance communautaire » n'a rien à voir avec d'imaginaires propriétés substantielles des peuples à€” « *la nature ne crée pas de nations* » rappelle Spinoza dans le *Traité théologico-politique*. C'est l'histoire qui les crée. Elle a d'ailleurs suffisamment montré sa capacité à former des peuples de peuples à€” peu ou prou toutes les nations européennes, qui, ex post, semblent parfaitement unitaires à nos regards habitués, ont procédé de ce schéma de composition de l'hétérogène. Il n'y a aucune raison *a priori* que l'Europe en soit privée. Mais il n'y en a pas davantage qu'elle en jouisse *nécessairement*. Il y a surtout à se poser la question toute prosaïque, mais comme toujours politiquement décisive : quand ? Dans combien de temps ? C'est-à-dire, en l'occurrence, avec quelles difficultés *réelles* à surmonter ?

C'est qu'il y a en effet des *conditions passionnelles de possibilité de la loi majoritaire*. Ces conditions demandent qu'il existe entre les membres de la communauté politique un affect d'appartenance, un affect commun suffisamment puissant pour tenir la minorité à la communauté, c'est-à-dire pour éviter que la fraction mise en minorité n'ait aussitôt l'envie de faire sécession pour aller refonder ailleurs sa propre communauté politique [4].

A certains politologues n'ayant visiblement aucune compréhension du fait politique, il faut donc des épisodes maximaux, c'est-à-dire des cas de séparatisme aigu, comme il a failli s'en produire un en Ecosse à€” un cas spécialement intéressant d'ailleurs puisqu'il est d'un séparatisme moins « identitaire » que « politique » à€” pour apercevoir, mais généralement trop tard, tous les prérequis invisibles du fonctionnement ordinaire des institutions démocratiques à€” et ce qu'il en coûte de les ignorer. Ce prérequis passionnel de l'affect commun d'appartenance, seul à même de rendre viable le dissensus démocratique organisé sous la loi majoritaire, est-il satisfait dans le cas de l'Union européenne ? Non. Chez qui fait-il suprêmement défaut ? La Grèce, vers qui tous les regards accusateurs se tournent systématiquement ? L'Espagne qui, *Podemos* arriverait-il au pouvoir, connaîtrait le même sort ? Non : l'Allemagne. Est-il possible de parler de l'Allemagne ? Non plus [5]. Toute mise en cause de l'Allemagne est aussitôt accueillie aux glapissements de « germanophobie ». Il faut sans doute avouer qu'on trouve assez souvent le pire en cette matière, et qu'il est bien des discours sur l'Allemagne qui sentent le fusil Lebel et la ligne bleu horizon. Mais enfin la mauvaise monnaie intellectuelle ne devrait pas en principe chasser la bonne, ou au moins ne pas restreindre les droits légitimes de l'analyse - et empêcher que soient posées quelques questions. C'est pourtant le cas, si bien que l'accusation de germanophobie est devenue en Europe, spécialement en France, l'asile de la cécité volontaire.

Loi de la majorité et doctrine monétaire : la complication allemande

Il faudra bien pourtant se demander quel sens tant soit peu exigeant peut prendre « autre » dans « une autre Europe », et puis ce qui en hypothèque principalement la possibilité. C'est ici qu'il faudra en venir à l'Allemagne, non pas qu'elle pose des problèmes différents de (presque) tous les autres pays quand il s'agit de la domination du néolibéralisme, mais parce que, à ce problème général, elle donne une *complication* pour le coup tout à fait singulière.

Or voici : une autre Europe, c'est une Europe démocratique. Et une Europe démocratique, c'est une Europe décidée à vider le Traité de toute sa troisième partie pour rendre tous les contenus de politique publique à la délibération démocratique ordinaire. C'est-à-dire pour les soumettre de nouveau à la loi majoritaire. Cet impératif démocratique frappe de nullité toute discussion sur « l'autre Europe possible » qui contourne les deux questions suivantes :

Les taches aveugles de « l'autre euro possible »

- 1) L'Allemagne accepterait-elle que le statut de la banque centrale, la définition de ses missions, les règles de déficit et de dette, le régime de la circulation des capitaux, redeviennent matière ordinaire à délibération parlementaire ?, et
- 2) L'Allemagne accepterait-elle d'être mise en minorité sur l'un ou l'autre de ces sujets ?

On peut bien d'ailleurs, si l'on veut « dégermaniser » le problème et poser la question à la cantonade : on verra bien qui répond quoi, et qui se qualifie, ou se disqualifie, à l'Europe réellement démocratique, seule configuration admissible de l'« autre Europe possible ». En tout cas, l'incapacité d'apporter des oui *catégoriques* à ces deux questions ramène tout projet d'« euro démocratique » à l'état d'élucubration spectrale à€” ou bien de cynique mensonge.

Je crois cependant qu'on se trompe, et même de beaucoup, quand on présente l'Allemagne sous les traits d'une agressive volonté de puissance. L'Allemagne est bien plutôt un *hegemon* à contrecœur, un dominant qui n'avait pas de projet positif de domination et n'a fini par prendre les commandes que sous le coup d'une angoisse fondamentale à€” mais qui ne détermine pas moins à la brutalité : l'angoisse de voir altérés des principes monétaires qui lui sont plus chers que tout, puisqu'ils sont devenus le cœur symbolique de la reconstruction nationale allemande après-guerre, parce qu'ils ont acquis par là une portée transpartisane et pour ainsi dire méta-politique, et parce que leur sanctuarisation absolue, par voie constitutionnelle, en l'occurrence par l'inscription dans les traités, a été posée comme la contrepartie *sine qua non* de la participation allemande à la monnaie unique.

Dans ces conditions, imaginer que l'Allemagne pourrait accepter de remettre aux aléas de la loi majoritaire des principes aussi fondamentaux, d'une valeur symbolique aussi élevée à ses propres yeux, n'est pas une anticipation raisonnable, je veux dire propre à un horizon temporel raisonnable, sans doute plus rapproché que celui des esprits scolastiques qui jonglent communément avec l'Histoire Universelle, et ne regardent pas à la dépense en matière de générations sacrifiées.

Gerxit ?

On pourrait même dire davantage : dans la prolifération des « X-xit », ce mot-valise destiné à désigner les candidats à la sortie plus ou moins brutale de la zone euro voire de l'Union elle-même, où on trouve déjà le *Grexit* (la Grèce), le *Brexit* (la Grande-Bretagne) et même l'*Iberixit* (l'Espagne à€” on ne sait jamais, si Podemos...), une monumentale tache aveugle empêche de voir le sortant potentiel peut-être le plus sérieux : le *Gerxit* à€” l'Allemagne.

Car rêvons un peu, et imaginons pour le plaisir « l'autre euro possible ». Aucune de ses dispositions ne figure plus dans le Traité, toutes ont été rendues au parlement de l'euro. Et voici qu'une majorité se forme pour remettre la BCE sous contrôle politique, pour lui assigner mission de soutenir la croissance et l'emploi, voici que les règles budgétaires automatiques sont supprimées au profit d'une pragmatique conjoncturelle, que la question de l'annulation de certaines dettes est posée, enfin qu'il est envisagé de restreindre les marges de manoeuvre des marchés pour neutraliser leurs repréailles contre une réorientation progressiste de la politique économique. Qui peut croire que l'Allemagne, sans doute d'autres pays avec elle, mais l'Allemagne au premier chef, accepterait cet « autre euro »-là ? Mise en minorité, c'est elle qui partirait au nom de la sauvegarde de ses principes considérés comme des enjeux vitaux. Et « l'autre euro » se ferait sans elle à€” s'il y a quelque sens à une monnaie unique européenne sans l'Allemagne...

On opposera sans doute que les élites françaises par exemple à€” qui ne sont donc pas allemandes... à€” n'en défendent pas moins, et mordicus, les mêmes principes de politique économique, en fait adéquats aux exigences du capital auquel ces élites ont tout cédé. Et c'est vrai ! Mais la Grèce en février, peut-être l'Espagne cet automne, montrent que le miracle d'une réelle alternance politique ne peut jamais être complètement exclu à€” et avec lui celui

d'un projet de réorienter radicalement la politique économique. Toutes choses égales par ailleurs, ceci ne se produira pas en Allemagne, pour des raisons qui tiennent à l'ancrage symbolique de la doctrine néolibérale (ordolibérale), ailleurs simplement idéologique, donc en principe susceptible d'être politiquement défaite.

Rien de ceci bien sûr ne signifie que, même à propos de la question monétaire, la société allemande ne soit qu'un bloc. Il n'y a jamais, nulle part, à propos de n'importe quelle question, de monolithisme unanimitaire. Des économistes comme Peter Wahl ou Wolfgang Streeck, et d'autres, ou bien les manifestations au pied de la BCE à Francfort, attestent que la société allemande a sa part de dissensus et de contradictions même quand il s'agit de doctrine monétaire. Mais la question est de savoir où se situe son centre de gravité à ce sujet, quelle est sa consistance, et quelles sont les chances, à *horizon raisonnable*, de le déplacer significativement.

Si donc l'on cherche les raisons de l'impossibilité d'un autre euro, c'est d'abord de ce côté, du côté du point de plus forte résistance, qu'il faut avoir la lucidité de regarder. Et puis aussi du côté de l'expérience grecque, ou plutôt de ce que l'Union européenne sous principes allemands fait subir à la Grèce. Car nous savons maintenant ce que pèse une crise humanitaire en face d'une orthodoxie monétaire : rien.

Entre le FN et le bloc eurolibéral, une symbiose fonctionnelle

Tous les secteurs de la gauche qui se sont accrochés si longtemps à la fable « Un autre euro est possible » devraient trouver dans l'expérience grecque matière à quelques méditations, et peut-être à quelques révisions. Car les quatre premiers mois de Syriza ont confirmé les termes d'une rigoureuse alternative telle qu'elle vaut pour tous : plier ou sortir. Entre la complète résipiscence et l'affranchissement radical, il n'y a pas, il n'y aura pas, de tiers terme.

On cherche alors avec peine à expliquer que la gauche (la vraie) demeure ainsi interdite face au verrou qui frappe d'impossibilité radicale toute politique progressiste. Il y va sans doute des fourvoiements d'un internationalisme aussi louable en principe que mal pensé en réalité ^{â€} mais il faudrait beaucoup de temps pour s'expliquer complètement sur ce point et, pour ce qui me concerne, j'ai déjà eu l'occasion de le faire ailleurs [6].

Il y va surtout, et en fait de plus en plus, d'une déformation monstrueuse du débat politique qui a conduit à faire de la sortie de l'euro le monopole du Front National, et en fait le stigmate même de l'extrême droite. Que le duopole indifférencié des partis de gouvernement, assisté de tout son appareil médiatique, se complaise dans cet argument ignominieux, la chose n'a rien pour surprendre. Elle est même bien faite pour indiquer le véritable rapport qui a fini par s'établir entre le FN et ce qu'on pourrait appeler le massif eurolibéral (dans lequel, on l'a compris, PS et UMP sont deux composantes de mieux en mieux substituables et en fait tendanciellement identiques). Ce rapport est de symbiose fonctionnelle ^{â€} évidemment déniée par la comédie de l'intransigeance républicaine [7].

Un rapport de symbiose puisque le bloc eurolibéral se sert du FN comme disqualificateur universel, et renvoie systématiquement à l'extrême droite tout programme économique de rupture, quelle qu'en soit la teneur et quel qu'en soit le porteur. Le FN est ainsi devenu fonctionnellement nécessaire au bloc eurolibéral qui, à bout d'argument, ne peut plus se maintenir qu'à l'aide de l'extrême droite, dont il se sert comme un point d'assimilation auquel renvoyer toute critique économique radicale. Et en effet : comment mieux garantir la normalisation du débat qu'en assimilant toute dissidence à cette référence qui la frappe aussitôt d'indignité ?

Symétriquement, le FN prospère sur l'apparence de différence manifeste d'avec le massif eurolibéral, et ne continue de croître que tant qu'il peut revendiquer cette singularité. Mais le peut-il ? La différence manifeste n'est-elle pas que de l'ordre de l'apparence ? Mis à part son racisme congénital, et en fait constitutionnel, qui restera sans doute sa particularité (en tout cas il faut l'espérer...), on prête au FN de devoir ses succès récents à son inflexion économique en direction des classes populaires, et notamment à sa préemption du thème de l'euro. C'est à ce sujet qu'il faudrait

y regarder de plus près.

Le FN, le capital et l'euro

En toute rigueur, le débat sur l'euro a sa parfaite légitimité propre, et n'a aucunement à prendre en considération cette préemption, qui n'est en fait qu'une pollution. En réalité il l'a d'autant moins qu'on peut soutenir que, le FN arriverait-il au pouvoir, *il ne ferait pas la sortie de l'euro*. En voici la raison : du moment où la perspective de l'arrivée du FN au pouvoir prendrait consistance, le grand capital pactiserait avec lui. Il le ferait sans la moindre hésitation car, l'histoire l'a suffisamment montré, le capital ne se connaît aucun ennemi à droite, et aussi loin qu'on aille à droite.

Il y a là, incidemment, de quoi faire ravalier leur dégueulis à tous ces misérables personnages qui n'ont rien eu de plus pressé que de poser un signe égal entre Front National et Front de gauche à€” et je le dis avec d'autant plus de liberté que je ne suis pas membre du Front de gauche, et que j'ai même de sérieux désaccords avec sa ligne actuelle. Mais enfin il n'est pas besoin d'être extralucide pour imaginer ce que serait l'attitude du capital face à un Front de gauche aux portes du pouvoir : il y a tout lieu de penser en effet qu'il chercherait moins à pactiser qu'il n'entrerait en mode « guerre », et même « guerre à outrance ». Il y a de quoi être atterré, et prendre la mesure du degré de corruption intellectuelle du débat politique contemporain, de devoir rappeler, contre ce mécanisme d'assimilation-disqualification évoqué à l'instant, l'asymétrie élémentaire, en réalité l'antinomie radicale, entre Front National et Front de gauche, que seuls les tauliers de la symbiose fonctionnelle peuvent avoir la bassesse de nier à€” misérables stratagèmes, qui signalent en réalité les régimes rendus à toute extrémité.

En tout cas le capital pactisera avec le FN. Et voici quels seront les termes de la transaction : le capital apportera ce qu'il sait apporter de mieux : de l'argent à€” de l'argent pré-électoral, post-électoral, de l'argent. Et puis aussi de l'assistance technique en prêtant ses cadres les mieux disposés. Mais la contrepartie sera que le FN ne touche pas à l'euro. C'est que l'euro dans sa construction d'ensemble est la plus puissante machine à discipliner le salariat que le capitalisme contemporain ait inventée, et cela, en effet, le capital ne permettra pas qu'on y touche.

Nul doute qu'il obtiendra complète satisfaction, et si l'on ajoute à ça que le « modèle économique » du FN consiste en réalité en une sorte de néo-corporatisme reaganisé essentiellement adressé aux patrons de PME, on mesurera l'imbécillité aussi bien intellectuelle que politique, de créditer le FN d'une posture « anti-système », c'est-à-dire de lui accorder sa principale revendication !, lui qui, parti de l'ordre, ne peut être que le parti du système, c'est-à-dire, autant que le bloc d'en-face, le parti du capitalisme, dont il propose simplement d'en revenir à une forme rétrograde à€” et il se confirme que les promesses de changement social faites par le FN aux classes populaires tourneront à la plus cruelle des désillusions.

Ces raisons-là n'étaient nullement nécessaires, mais elles devraient être en principe suffisantes pour déchirer le voile de stupéfaction qui, sous la forme du FN, a été jeté sur le débat de l'euro. Elle devrait l'être d'autant plus que s'y ajoute le démenti catégorique apporté par l'expérience grecque. Double démenti en vérité : démenti de la fiction d'une transformation de l'intérieur des institutions de l'euro ; démenti surtout de l'assimilation à l'extrême droite de tout projet de s'affranchir de la camisole ordolibérale et de la monnaie unique.

On dira, précisément, que Tsipras se bat pour *rester* dans l'euro. Mais d'une part, comme on pouvait en fait l'annoncer avant même son arrivée au pouvoir, ce combat est voué à l'échec [8], et n'admet pour seule alternative au renoncement que la sortie de l'euro. Et, d'autre part, Syriza doit compter avec une forte minorité interne, à laquelle s'ajoute une opposition externe de gauche qui, elles, plaident résolument pour la sortie de l'euro. Et que même l'éditorialisme le plus malhonnête aura du mal à faire passer pour des fourriers du nationalisme xénophobe. La vérité, c'est que cette gauche radicale-là, internationaliste à€” mais d'un internationalisme réel, et non imaginaire à€”, décidée à ne pas se laisser intimider, est le seul véritable rempart contre l'extrême droite, la vraie, qui reprendrait sa marche en avant du moment où les eurolibéraux reviendraient au pouvoir à Athènes.

Mais on a beau multiplier les arguments, les cas et les expériences, il y a une forme de cécité ou de tétanie politique inexplicables qui laissent en France la gauche interdite, et incapable de conséquence. Les choses ne vont pas si vite qu'on croit, disais-je en introduction. On peut ne pas être par principe un militant de l'accélérationnisme et malgré tout commencer à trouver qu'il serait temps que ça se bouge un peu maintenant.

Frédéric Lordon pour son blog [La pompe à phynance](#)
dans [Les blogs du Diplo](#)

[Le Monde diplomatique](#). Paris, le 1er juin 2015.

* **Frédéric Lordon** est économiste, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières* », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « *La politique du capital* », Odile Jacob, 2002.

[1] Daniel Cohen, « [La crise tient fondamentalement aux vices de la construction de la zone euro](#) », *L'Express*, 5 juin 2013.

[2] Thomas Piketty, « [Il faut donner un parlement à l'euro](#) », *Le Monde*, 20 mai 2014.

[3] « [Manifeste pour une union de l'euro](#) », *Le Monde*, 17 février 2014.

[4] Lire « [Un peuple européen est-il possible ?](#) » dans *Le Monde diplomatique* d'avril 2014.

[5] Voir le dossier du *Monde diplomatique* de mai « [L'Allemagne, puissance sans désir](#) ».

[6] Lire « [Leçons de Grèce à l'usage d'un internationalisme imaginaire \(et en vue d'un internationalisme réel\)](#) », 6 avril 2015. Voir également *La Malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Les Liens qui Libèrent, 2014.

[7] Lire Joël Gombin, « [Mythologie du front républicain](#) », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.

[8] Lire, sur ce blog, « [L'alternative de Syriza : passer sous la table ou la renverser](#) », 19 janvier 2015.